Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 6 décembre 2004
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Permis de bâtir,** octobre 2004 3
  En octobre, les intentions de construction ont augmenté pour la première fois en quatre mois, à la suite d'une forte demande de nouveaux logements unifamiliaux dans le secteur de l'habitation. Les municipalités ont délivré pour un total de 4,6 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 2,0 % de plus qu'en septembre.

- **Intermédiaires financiers de dépôts : activités et performance économique,** 2003 8
  L'année dernière, les faibles taux d'intérêt ont continué d'alimenter des volumes plus grands de prêts à la consommation, et plus particulièrement les prêts hypothécaires et les cartes de crédit, avec le résultat que les intermédiaires financiers de dépôts (les banques, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les coopératives de crédit) ont enregistré la plus forte croissance (+4,9 %) de la valeur de leurs services en quatre ans.

(suite à la page 2)

La performance des jeunes du Canada en mathématiques, en lecture et en sciences
2003

Les résultats canadiens d'une grande étude internationale visant à évaluer le niveau de compétence des élèves qui arrivent à la fin de leurs études obligatoires et celui de leurs homologues de 40 autres pays seront diffusés ce soir dans notre site Web.

Le rapport intitulé *À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE - La performance des jeunes du Canada en mathématiques, en lecture, en sciences et en résolution de problèmes, 2003*, vol. 2 (81-590-XIF2004001) pourra être consulté par le truchement de ce lien à 18 h, heure de l'Est. Le rapport contient des données aux échelons international, national et provincial.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue régulièrement le rendement des jeunes âgés de 15 ans en lecture, en mathématiques et en sciences au moyen d'un test international commun.

Le Canada et 40 autres pays ont participé au PISA 2003, qui portait principalement sur les mathématiques, mais aussi sur les sciences, la lecture et la résolution de problèmes. Au Canada, 28 000 élèves provenant de plus de 1 000 écoles ont participé à l'évaluation en avril et en mai 2003.

Le PISA est mis en oeuvre collectivement par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Au Canada, il est géré par l'entremise d'un partenariat entre le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), Ressources humaines et Développement des compétences Canada et Statistique Canada.

Le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) tiendra une conférence de presse à son siège social de Toronto à 18 h. Le rapport canadien sera accessible au même moment dans le site du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (*www.pisa.gc.ca*) et le site du Conseil des ministres de l'éducation du Canada (*www.cmec.ca*). Ces plans coïncident avec la diffusion du rapport international de l'OCDE à Paris, en France.

Pour plus d'information, ou pour obtenir une trousse de quatre pages offrant des faits saillants, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*educationstats@statcan.ca*), Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040.

Autres communiqués

Voyages intérieurs, deuxième trimestre de 2004 12
Les langues au Canada, 2001 13
Enquête nationale sur les taux salariaux dans l'industrie de la construction : Ontario, 2004 14

Nouveaux produits 15

Communiqués principaux

Permis de bâtir

Octobre 2004

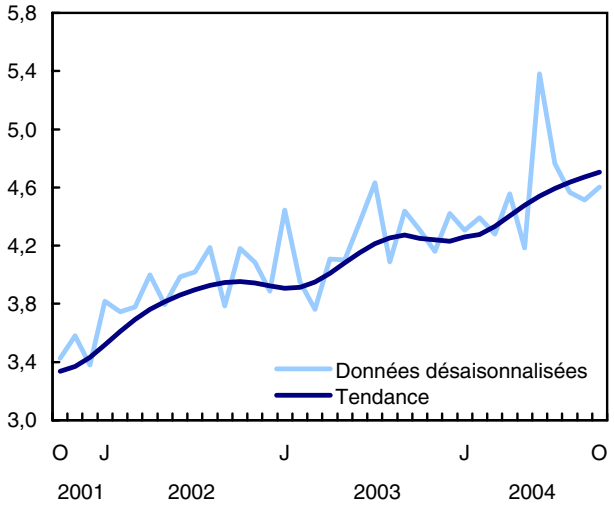
En octobre, les intentions de construction ont augmenté pour la première fois en quatre mois, à la suite d'une forte demande de nouveaux logements unifamiliaux dans le secteur de l'habitation.

Les municipalités ont délivré pour un total de 4,6 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 2,0 % de plus qu'en septembre. Cette hausse met fin à trois reculs mensuels consécutifs.

En dépit des récentes baisses, la valeur totale a dépassé la barre des 4,5 milliards de dollars pour un cinquième mois consécutif en octobre et s'est établie bien au-delà de la moyenne mensuelle de 4,2 milliards de dollars maintenue l'an dernier.

La valeur totale des permis est en hausse après trois baisses mensuelles consécutives

En milliards de dollars



Après trois diminutions mensuelles consécutives, la valeur des permis de construction résidentielle a rebondi grâce à un gain de 3,0 %, qui l'a portée à 3,1 milliards de dollars. Cette reprise est attribuable à l'augmentation dans les permis pour des logements unifamiliaux, qui a plus qu'effacé la diminution de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

Dans le secteur non résidentiel, les constructeurs ont pris pour 1,5 milliard de dollars de permis en octobre, si bien qu'on ne remarque aucun changement par rapport à septembre. Une forte hausse des intentions de construction dans la composante industrielle a été complètement effacée par les replis affichés dans les secteurs institutionnel et commercial.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

De janvier à octobre, les municipalités ont délivré pour 45,5 milliards de dollars de permis, soit 8,0 % de plus qu'au cours des 10 premiers mois de 2003. Au cours de cette période, la valeur des permis de construction résidentielle s'est élevée à 30,3 milliards de dollars, en hausse de 15,6 %, grâce à de fortes progressions enregistrées dans la valeur des permis de logements unifamiliaux et multifamiliaux. À l'opposé, les intentions dans le secteur non résidentiel ont reculé de 4,7 %.

À l'échelon régional, les régions métropolitaines de Vancouver et de Montréal ont, de loin, enregistré les hausses les plus considérables (en dollars) depuis le début de l'année, en raison d'une forte demande de logements neufs dans les deux cas. Le secteur non résidentiel a également contribué à cette croissance, mais dans une moindre mesure. Les régions métropolitaines de St. John's, Québec et Edmonton ont également affiché des hausses respectables. Oshawa, en raison de replis à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel, a affiché la plus importante perte.

Les logements unifamiliaux s'approchent d'un sommet

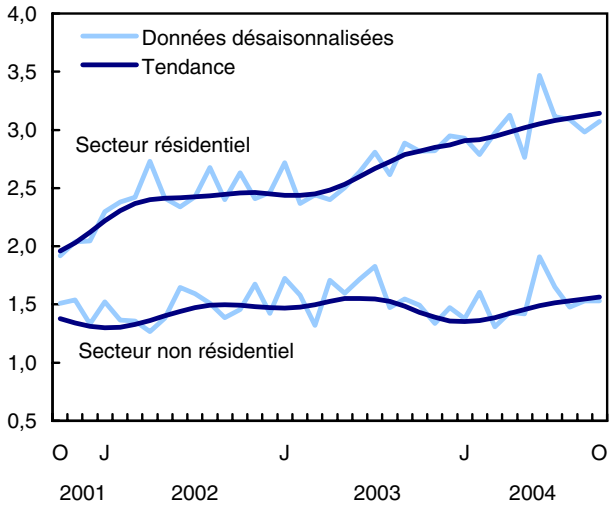
Les constructeurs ont pris pour 2,14 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux en octobre, soit 8,5 % de plus qu'en septembre, et tout juste moins que le sommet de 2,16 milliards de dollars atteint en août. La hausse affichée en octobre était la quatrième au cours des cinq derniers mois.

À l'opposé, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a diminué de 7,7 % et s'est établie à 929 millions de dollars.

À l'échelon provincial, la plus importante hausse en dollars dans le secteur résidentiel a été enregistrée en Ontario, là où les intentions de construction ont crû de 8,2 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Le Québec s'est classé deuxième. Dans ces deux provinces, les augmentations ont été attribuables au haut niveau des intentions de construction de logements unifamiliaux. La Colombie-Britannique a affiché le plus important repli.

La valeur des permis de construction résidentielle augmente en octobre

En milliards de dollars



Les excellents résultats enregistrés depuis le début de l'année ont eu un effet positif sur l'économie. Selon l'Enquête sur la population active, le secteur de la construction représente un pilier de la vigueur de l'emploi cette année, grâce à une hausse de 56 000 emplois enregistrée au cours des 10 premiers mois.

De plus, les ventes réalisées dans les magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison ont augmenté de 5,8 % au troisième trimestre, et devancé tous les autres détaillants au chapitre de la croissance. Grâce à la vigueur du marché de l'habitation, les fabricants de produits du bois ont augmenté leur taux d'utilisation de capacité qui a atteint un sommet de 99,9 % au deuxième trimestre de 2004.

De janvier à octobre, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est élevée à 20,4 milliards de dollars, soit 12,8 % de plus qu'à la même période en 2003. Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont crû de 22,0 % et atteint 9,9 milliards de dollars.

Chaque province et territoire a affiché une hausse cumulative de la valeur des permis de construction résidentielle, tout comme 22 des 28 régions métropolitaines.

Secteur non résidentiel : hausses importantes des intentions de construction industrielle

Les intentions de construction dans le secteur industriel ont augmenté de 10,7 % pour se situer à 349 millions de dollars en octobre, dans le sillage d'une hausse robuste de 27,0 % observée en septembre.

Cette croissance s'explique principalement par les fortes intentions de construction dans la catégorie de la fabrication. L'Alberta a affiché la plus importante croissance parmi les provinces, grâce à des projets de construction d'usines de fabrication.

La valeur des permis de construction commerciale a diminué de 0,6 % pour se fixer à 881 millions de dollars, soit une deuxième baisse mensuelle consécutive. Celle-ci est attribuable à la diminution des intentions de construction dans la catégorie des loisirs et des entrepôts. La plus importante diminution a été enregistrée en Colombie-Britannique, où la valeur des permis de construction commerciale a chuté de 45,0 % pour se fixer à 61 millions de dollars.

Les intentions dans la composante institutionnelle ont diminué de 8,8 % et se sont fixées à 301 millions de dollars, soit leur plus bas niveau depuis avril 2002. La majeure partie de ce ralentissement est attribuable à la baisse des intentions de construction de projets d'établissements d'enseignement. L'Ontario a accusé le plus net recul, soit 22,4 % (pour une valeur totale de 137 millions de dollars).

À l'échelon régional, Edmonton a enregistré la plus forte croissance de la valeur des permis de construction non résidentielle parmi toutes les régions métropolitaines (+128,7 %, pour une valeur totale de 88 millions de dollars), à la suite d'une importante croissance dans la composante industrielle. Toutefois, 15 régions métropolitaines ont affiché une diminution mensuelle, la plus importante ayant été enregistrée à Vancouver.

Plusieurs indicateurs économiques confirment la bonne santé du secteur non résidentiel depuis quelque temps. Le secteur de la fabrication a bien fait cette année, la baisse des livraisons en septembre ayant été la première à être enregistrée depuis novembre 2003.

De plus, les détaillants ont profité de croissances constantes de leurs ventes depuis le début de 2004,

à l'exception d'une diminution de 0,7 % en avril. Les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont maintenu leur niveau record au troisième trimestre.

À l'échelon provincial, la plus importante baisse (en dollars) parmi les provinces a été enregistrée en Colombie-Britannique (-47,9 %, pour une valeur totale de 91 millions de dollars). En octobre, les diminutions dans chacune des trois composantes ont fait baisser le total mensuel à son plus bas niveau depuis septembre 1994.

Depuis le début de l'année, les municipalités ont délivré pour 15,2 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle de janvier à octobre, soit 4,7 % de moins qu'à la même période en 2003.

Les intentions enregistrées jusqu'ici cette année dans le secteur commercial, la seule composante à avoir affiché une hausse, ont crû de 8,8 %, tandis que la valeur des permis a diminué de 10,1 % du côté des projets industriels et de 21,6 % du côté des projets institutionnels.

La valeur des permis de construction non résidentielle a diminué dans cinq provinces jusqu'ici cette année. La plus importante baisse a été enregistrée en Ontario (-8,6 %), surtout en raison de fortes diminutions dans les composantes industrielle et institutionnelle.

À l'opposé, le Québec a affiché la plus importante hausse cumulative, grâce à des gains dans les composantes commerciale et institutionnelle.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : 2802

Le numéro d'octobre 2004 de *Permis de bâtir*, vol. 48, n° 10 (64-001-XIF, 15 $ / 156 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de novembre 2004 sera diffusé le 10 janvier 2005.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement[1]

	Septembre 2004[r]	Octobre 2004[p]	Septembre à octobre 2004	Janvier à octobre 2003	Janvier à octobre 2004	Janvier-octobre 2003 à janvier-octobre 2004
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	29,7	46,9	57,6	233,0	321,2	37,8
Halifax	40,1	51,8	29,1	474,4	507,8	7,1
Saint John	7,9	10,7	35,9	103,5	99,6	-3,8
Saguenay	11,5	10,2	-10,8	119,0	104,8	-11,9
Québec	87,0	79,4	-8,7	879,9	1 005,8	14,3
Sherbrooke	23,5	28,8	22,3	189,1	210,6	11,4
Trois-Rivières	25,3	18,2	-28,1	174,4	165,5	-5,1
Montréal	496,2	525,1	5,8	4 243,9	5 112,2	20,5
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	184,2	159,4	-13,4	1 890,7	1 888,0	-0,1
Ottawa–Gatineau (partie du Québec)	40,2	35,1	-12,7	428,8	461,9	7,7
Ottawa–Gatineau (partie de l'Ontario)	143,9	124,3	-13,6	1 461,8	1 426,0	-2,5
Kingston	17,6	15,7	-11,1	182,4	186,1	2,0
Oshawa	46,8	61,6	31,8	998,5	635,4	-36,4
Toronto	946,2	1 061,1	12,1	9 494,0	9 628,1	1,4
Hamilton	79,8	52,2	-34,6	928,9	826,7	-11,0
St. Catharines-Niagara	37,1	30,8	-17,2	412,2	436,2	5,8
Kitchener	101,7	82,8	-18,6	794,2	787,0	-0,9
London	53,5	77,9	45,6	633,7	696,6	9,9
Windsor	50,2	66,4	32,3	518,5	484,2	-6,6
Greater Sudbury	15,7	10,6	-32,2	92,0	102,3	11,1
Thunder Bay	13,4	9,8	-26,9	96,0	96,8	0,9
Winnipeg	81,2	54,7	-32,6	582,6	618,7	6,2
Regina	27,5	18,0	-34,7	229,1	200,6	-12,4
Saskatoon	26,9	32,2	20,0	213,4	227,2	6,5
Calgary	224,3	219,0	-2,4	2 360,9	2 365,4	0,2
Edmonton	147,6	181,8	23,2	1 443,9	1 633,4	13,1
Abbotsford	18,6	12,5	-32,8	145,2	154,9	6,7
Vancouver	387,0	317,5	-18,0	3 023,9	4 062,6	34,4
Victoria	44,9	43,8	-2,5	454,3	435,1	-4,2

r *Données révisées.*
p *Données provisoires.*
1. *Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Septembre 2004[r]	Octobre 2004[p]	Septembre à octobre 2004	Janvier à octobre 2003	Janvier à octobre 2004	Janvier-octobre 2003 à janvier-octobre 2004
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	**4 513,9**	**4 603,5**	**2,0**	**42 191,0**	**45 545,2**	**8,0**
Résidentiel	2 983,7	3 073,4	3,0	26 202,4	30 302,3	15,6
Non résidentiel	1 530,2	1 530,1	0,0	15 988,6	15 242,9	-4,7
Terre-Neuve-et-Labrador	39,2	59,0	50,3	335,1	429,3	28,1
Résidentiel	30,2	33,9	12,3	235,3	307,5	30,7
Non résidentiel	9,0	25,0	177,2	99,8	121,9	22,0
Île-du-Prince-Édouard	14,3	30,6	113,9	151,7	172,1	13,4
Résidentiel	13,3	10,2	-23,4	76,7	102,1	33,1
Non résidentiel	1,1	20,5	1 816,5	75,0	70,0	-6,7
Nouvelle-Écosse	80,5	91,0	13,0	845,6	942,7	11,5
Résidentiel	52,2	56,0	7,2	544,9	621,8	14,1
Non résidentiel	28,2	34,9	23,8	300,7	320,9	6,7
Nouveau-Brunswick	84,9	99,5	17,3	583,3	689,5	18,2
Résidentiel	38,9	40,1	3,2	332,1	416,8	25,5
Non résidentiel	46,0	59,4	29,3	251,2	272,6	8,5
Québec	936,1	944,6	0,9	8 329,2	9 700,1	16,5
Résidentiel	653,1	680,4	4,2	5 213,9	6 480,7	24,3
Non résidentiel	283,0	264,3	-6,6	3 115,3	3 219,4	3,3
Ontario	1 904,7	2 029,8	6,6	19 364,9	19 418,6	0,3
Résidentiel	1 196,1	1 294,3	8,2	11 815,8	12 515,3	5,9
Non résidentiel	708,7	735,5	3,8	7 549,2	6 903,3	-8,6
Manitoba	122,4	86,9	-29,0	910,9	965,4	6,0
Résidentiel	59,9	52,1	-13,0	435,1	563,4	29,5
Non résidentiel	62,5	34,8	-44,4	475,9	402,0	-15,5
Saskatchewan	83,9	68,4	-18,5	645,0	645,7	0,1
Résidentiel	41,2	39,2	-4,9	294,8	346,3	17,5
Non résidentiel	42,8	29,2	-31,7	350,2	299,4	-14,5
Alberta	558,5	621,8	11,3	5 558,9	5 775,9	3,9
Résidentiel	405,0	395,2	-2,4	3 491,2	3 884,8	11,3
Non résidentiel	153,5	226,6	47,6	2 067,8	1 891,0	-8,5
Colombie-Britannique	654,2	552,9	-15,5	5 265,8	6 621,9	25,8
Résidentiel	478,7	461,5	-3,6	3 687,2	4 978,4	35,0
Non résidentiel	175,4	91,4	-47,9	1 578,6	1 643,4	4,1
Yukon	3,2	6,8	111,7	47,3	65,1	37,6
Résidentiel	2,7	2,9	8,6	25,0	29,5	17,7
Non résidentiel	0,5	3,9	661,8	22,3	35,7	59,9
Territoires du Nord-Ouest	27,8	11,8	-57,4	69,2	93,5	35,1
Résidentiel	9,2	7,2	-21,3	40,6	44,5	9,7
Non résidentiel	18,6	4,6	-75,3	28,7	49,1	71,0
Nunavut	4,2	0,3	-93,2	83,9	25,5	-69,6
Résidentiel	3,3	0,3	-91,2	9,9	11,2	13,5
Non résidentiel	1,0	0,0	-100,0	74,0	14,3	-80,7

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

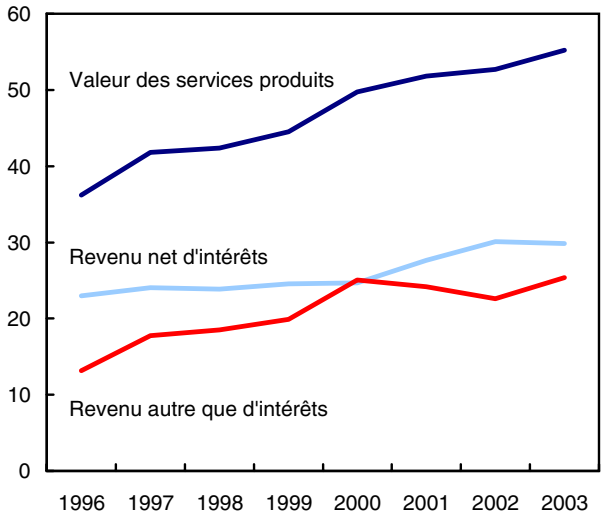
Intermédiaires financiers de dépôts : activités et performance économique

2003

L'année dernière, les faibles taux d'intérêt ont continué d'alimenter des volumes plus grands de prêts à la consommation, et plus particulièrement les prêts hypothécaires et les cartes de crédit, avec le résultat que les intermédiaires financiers de dépôts (les banques, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les coopératives de crédit) ont enregistré la plus forte croissance de la valeur de leurs services en quatre ans.

Valeur des services produits au Canada par les intermédiaires financiers de dépôts

En milliards de dollars



En 2003, la valeur des services produits par le secteur est passée à 55,2 milliards de dollars, ce qui représente un bond de 4,9 %. Il s'agit du plus fort taux de croissance depuis 2000, année où la valeur des services avait augmenté de 11,8 % par rapport à 1999.

Les volumes de prêts hypothécaires ont été gonflés par l'activité sur les marchés immobiliers, alors que l'indice du logement a progressé de 9,5 % durant l'année. Par ailleurs, les programmes de récompenses ont également contribué à l'augmentation des volumes de transactions par carte de crédit. Les services financiers électroniques ont enregistré une forte croissance grâce à l'essor des guichets automatiques bancaires (GAB), des centres d'appels et des services en ligne.

Note aux lecteurs

L'Enquête annuelle sur les intermédiaires financiers de dépôts porte sur les activités au Canada des principaux intermédiaires financiers de dépôts, soit les banques à charte, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit. Cette enquête n'inclut pas les opérations étrangères.

*Les **services bancaires au détail** (banques à charte, sociétés de fiducie, caisses populaires et caisses d'épargne et de crédit) regroupent tous les services financiers offerts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises par l'entremise d'un réseau traditionnel de succursales.*

*Les **services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques** regroupent les services de financement et d'exploitation, ce qui comprend les prêts consortiaux et le financement du commerce extérieur, des exportations et des projets.*

*Les **services financiers électroniques** sont les services offerts aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques par l'entremise des réseaux de guichets automatiques, des centres téléphoniques et d'Internet. Certains répondants n'ont pas été en mesure de fournir des estimations distinctes de leurs activités dans le secteur des services financiers électroniques. Cela a peut-être donné lieu à une sous-estimation de la valeur de ces services et à une surestimation des services bancaires au détail. Les totaux agrégés pour ces deux segments demeurent significatifs.*

*Les **services de gestion de trésorerie et services bancaires d'investissement** : Les services de gestion de trésorerie servent à gérer les fonds des intermédiaires financiers de dépôts proprement dits. Les services bancaires d'investissement englobent les services aux particuliers, aux entreprises et aux institutions publiques, comme le courtage des valeurs mobilières, la gestion de fonds communs de placement, le financement des entreprises et d'autres services d'investissement.*

*Les **services fiduciaires** regroupent l'ensemble des services fiduciaires ou d'agents, comme la tenue de registres, la garde et l'évaluation du rendement de fiducies personnelles, de caisses de retraite, de placements d'entreprises et d'institutions et de régimes enregistrés collectifs d'épargne-retraite.*

*Le **revenu net d'intérêts** représente l'écart entre le revenu d'intérêts et les frais d'intérêts. Le revenu d'intérêts comprend les intérêts tirés des prêts, titres et dépôts des intermédiaires financiers de dépôts. Les frais d'intérêts comprennent les intérêts versés sur les dépôts, les débentures subordonnées et autres frais d'intérêts.*

*Le **revenu autre que d'intérêts** représente les sources de revenus autres que les intérêts, comme le revenu provenant des activités de courtage et autres services reliés aux valeurs mobilières, des services de crédit, d'opérations sur les marchés mobiliers, les frais de services sur les dépôts et paiements, les frais de gestion des fonds communs de placement, les services de cartes de crédit, les opérations de change, le revenu de titrisation et le revenu intersectoriel.*

*La **valeur des services produits** est égale à la somme du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts et ne doit pas être confondue avec les frais de service.*

Le revenu net d'intérêts a accusé une légère baisse de 0,7 %, s'étant établi à 29,9 milliards de dollars.

Le rétrécissement des écarts entre les taux d'intérêts sur les prêts et ceux qui s'appliquent aux déposants a eu un effet négatif sur le revenu. Les opérations internationales imputées à des activités au Canada ont elles aussi réduit le revenu net d'intérêts. La baisse du revenu net d'intérêts dans le secteur des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement a plus que compensé les gains signalés dans d'autres champs d'activité.

La faiblesse du revenu net d'intérêts a été contrebalancée par la forte progression (+12,2 %) du revenu autre que d'intérêts, qui a atteint 25,4 milliards de dollars. L'essor du courtage autogéré et de la gestion d'avoirs ainsi que la solide croissance des services financiers électroniques ont contribué à ce résultat.

Durant l'année, l'industrie a considérablement réduit les provisions pour créances irrécouvrables, qui ont diminué de 22,3 % pour se situer à 3,1 milliards de dollars. Les provisions pour pertes sur créances sont le reflet des changements que les dirigeants prévoient en ce qui touche les pertes attribuables à des prêts douteux ou à d'autres instruments de crédit. Cette réduction fait suite au niveau particulièrement élevé des provisions pour pertes sur créances en 2002 qui s'expliquait par certaines pertes subies et par la faiblesse générale du secteur des télécommunications.

Les services bancaires au détail profitent de l'accroissement des volumes

La valeur des services bancaires au détail fournis par les intermédiaires financiers de dépôts s'est accrue de 4,1 %, pour atteindre 35,4 milliards de dollars. Les services bancaires au détail ont représenté 64,1 % de la valeur des services produits, constituant la source principale de revenu des intermédiaires financiers de dépôts.

L'augmentation de 9,9 % du revenu autre que d'intérêts, qui est passé à 9,3 milliards de dollars, est le principal facteur qui explique la croissance des services bancaires au détail.

Les taux d'intérêts relativement bas ont continué d'engendrer une forte demande de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels qui, dans ce dernier cas, est attribuable à la vigueur du marché de l'habitation. Les dépôts des particuliers ont aussi augmenté, l'incertitude des marchés boursiers ayant incité certains investisseurs à placer leurs épargnes dans des comptes de dépôts plus liquides, en dépit de leur faible rendement. La hausse du volume de dépôts et de prêts des petites entreprises s'est elle aussi traduite par un important apport de revenu.

Le revenu net d'intérêts tiré des services bancaires au détail a affiché un modeste gain (+2,1 %).

Les services bancaires au détail reposent principalement sur les intérêts; par conséquent, le revenu net d'intérêts a continué de représenter la plus grande part (73,7 %) de la valeur des services produits par le secteur des services bancaires au détail.

Services de gestion de trésorerie et services bancaires d'investissement : deuxième recul en deux ans

La valeur des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement a reculé de 1,3 % l'année dernière pour s'établir à 10,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une deuxième baisse consécutive. Cependant, le repli n'a pas été aussi marqué que celui observé en 2002 (-3,3 %).

Les services de gestion de trésorerie et les services bancaires d'investissement ont continué d'être la deuxième source de revenu en importance pour les intermédiaires financiers de dépôts. Toutefois, la part que représentent ces services a diminué, passant de 19,4 % en 2002 à 18,2 % l'an dernier.

Le revenu net d'intérêts produit par ces activités a fortement chuté (-47,8 %), pour se fixer à 996 millions de dollars.

La diminution du revenu net d'intérêts est attribuable en partie aux niveaux élevés atteints en 2001 et 2002, alors que les particuliers à la recherche d'une plus grande sécurité ont privilégié des placements productifs d'intérêts plus prudents. La persistance des faibles taux d'intérêt en 2003, qui s'est traduite par de faibles écarts de revenu, a peut-être été un autre facteur ayant contribué à la baisse.

L'instabilité qui caractérise certaines opérations internationales internes qui sont imputées à des activités canadiennes et réduisent le revenu net d'intérêts se répercute également sur le portefeuille des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement. Ce phénomène a persisté en 2003.

À l'opposé, le revenu autre que d'intérêts a progressé de 9,5 %, pour atteindre 9,1 milliards de dollars. Le revenu autre que d'intérêts a représenté 90,1 % de la valeur des services fournis par ce portefeuille.

La faiblesse des marchés boursiers au premier semestre a été compensée par le redressement observé vers la fin de l'année, particulièrement en ce qui touche l'activité des fonds d'investissement. Le courtage autogéré et la gestion d'avoirs ont eux aussi contribué à la croissance qui a suivi le repli constaté après 2000.

Les récompenses et l'amélioration des mécanismes de prestation stimulent la croissance des services financiers électroniques

La croissance s'est accélérée dans le secteur des services financiers électroniques, dont la valeur des services produits a bondi de 24,3 %, pour atteindre 4,2 milliards de dollars. Même si les volumes ont augmenté, ce segment en mutation rapide demeure instable.

Ce portefeuille continue de représenter un secteur d'activité relativement restreint, fournissant des services en contrepartie de frais et servant de mécanisme de prestation qui permet d'étendre la portée d'autres produits et services financiers.

Néanmoins, ce segment a éclipsé, en termes de valeur des services produits en 2003, le secteur du financement des grandes entreprises et des institutions publiques, devenant ainsi la troisième source de revenu en importance. Il a représenté 7,6 % de la valeur totale des services produits en 2003, comparativement à 6,4 % en 2002.

On a observé une forte croissance tant du revenu net d'intérêts, qui s'est accru de 26,8 %, que du revenu autre que d'intérêts, qui a progressé de 23,6 %.

Cette croissance peut être attribuée en partie à l'accroissement du volume des transactions par carte de crédit grâce à divers programmes de récompenses offerts aux consommateurs. Les intermédiaires financiers de dépôts ont élargi leurs réseaux de GAB, de centres d'appels et de services en ligne, étant désireux de s'accaparer une plus grande part de ce segment en expansion.

Les activités liées au revenu autre que d'intérêts ont représenté la majeure partie (79,6 %) de la valeur des services produits par ce portefeuille en 2003, les frais constituant la principale source de revenu.

Les services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques se remettent de la faiblesse des marchés des capitaux

Dans l'ensemble, la valeur des services produits en 2003 par les activités de financement des grandes entreprises et des institutions publiques a progressé de 6,8 %, pour se chiffrer à 3,8 milliards de dollars. Le segment du financement des grandes entreprises et des institutions publiques a représenté 6,8 % de la valeur totale des services.

Les événements politiques et économiques que le monde a connus ainsi que la situation économique incertaine en Amérique du Nord ont contribué à la faiblesse des marchés des capitaux, particulièrement dans la première partie de 2003. Cependant, la conjoncture s'est généralement améliorée au fur et à mesure que les volumes de prêts et de dépôts se sont redressés après les creux de 2002.

Le revenu autre que d'intérêts a crû de 14,8 %, totalisant 2,1 milliards de dollars, ce qui a compensé la baisse de 2,1 % du revenu net d'intérêts, qui a chuté pour se situer à 1,6 milliard de dollars. La diminution du revenu net d'intérêts est peut-être le résultat d'une approche plus sélective en matière de prêts adoptée par les intermédiaires financiers de dépôts ainsi que du délaissement des relations de prêt secondaires.

La valeur du portefeuille des services de financement des grandes entreprises et des institutions publiques est principalement attribuable au revenu autre que d'intérêts, ce dernier ayant supplanté le revenu net d'intérêts depuis 2001. En 2003, le revenu autre que d'intérêts a représenté 56,8 % de la valeur des services, comparativement à 49,4 % en 2000.

Reprise dans le secteur des services fiduciaires

Après le repli de 2002, la valeur des services fiduciaires a grimpé de 16,6 % en 2003, ayant atteint 1,8 milliard de dollars.

L'amélioration de la situation du marché au premier semestre de 2003 s'est traduite par une progression tant du revenu net d'intérêts, qui s'est accru de 10,2 % pour s'établir à 283 millions de dollars, que du revenu autre que d'intérêts, qui a augmenté de 17,9 % pour se situer à près de 1,5 milliard de dollars.

On prévoit que les besoins de la population vieillissante en matière de gestion de patrimoine ainsi que de planification successorale et de la retraite inciteront de plus en plus de clients à se tourner vers des gestionnaires professionnels. Néanmoins, la piètre saison des REER au début de 2003 a restreint la croissance annuelle du revenu provenant des frais.

Les services fiduciaires continuent de représenter une partie infime (3,2 %) de la valeur totale des services produits par les intermédiaires financiers de dépôts.

Données stockées dans CANSIM : tableau 182-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2513.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christine Hinchley au (613) 951-5092 (*christine.hinchley@statcan.ca*), Division de l'organisation et des finances de l'industrie. ❑

Valeur des services produits au Canada par les intermédiaires financiers de dépôts

	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts			Valeur des services produits au Canada[3]		
	2002	2003	2002 à 2003	2002	2003	2002 à 2003	2002	2003	2002 à 2003
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Services bancaires de détail	25 559	26 102	2,1	8 495	9 335	9,9	34 054	35 438	4,1
Financement des grandes entreprises et des institutions	1 665	1 629	-2,1	1 863	2 139	14,8	3 528	3 769	6,8
Services financiers électroniques[1]	678	860	26,8	2 707	3 347	23,6	3 385	4 207	24,3
Trésorerie et services bancaires d'investissement[2]	1 910	996	-47,8	8 292	9 077	9,5	10 201	10 073	-1,3
Services fiduciaires	257	283	10,2	1 252	1 476	17,9	1 509	1 759	16,6
Total	**30 069**	**29 871**	**-0,7**	**22 609**	**25 374**	**12,2**	**52 678**	**55 245**	**4,9**

1. *Voir la note aux lecteurs.*
2. *Certaines opérations de trésorerie à l'échelon international qui sont déduites des résultats mondiaux consolidés peuvent avoir des répercussions importantes sur les données canadiennes déclarées par des répondants multinationaux.*
3. *La valeur des services produits n'est pas diminuée par les provisions pour créances irrécouvrables.*

Distribution des revenus des activités des intermédiaires financiers de dépôts

	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts			Valeur des services produits au Canada		
	2002	2003	2002 à 2003	2002	2003	2002 à 2003	2002	2003	2002 à 2003
	%		var. en point de %	%		var. en point de %	%		var. en point de %
Services bancaires de détail	85,0	87,4	2,4	37,6	36,8	-0,8	64,6	64,1	-0,5
Financement des grandes entreprises et des institutions	5,5	5,5	-0,1	8,2	8,4	0,2	6,7	6,8	0,1
Services financiers électroniques[1]	2,3	2,9	0,6	12,0	13,2	1,2	6,4	7,6	1,2
Trésorerie et services bancaires d'investissement[2]	6,4	3,3	-3,0	36,7	35,8	-0,9	19,4	18,2	-1,1
Services fiduciaires	0,9	0,9	0,1	5,5	5,8	0,3	2,9	3,2	0,3
Total	**100,0**	**100,0**	**0,0**	**100,0**	**100,0**	**0,0**	**100,0**	**100,0**	**0,0**

1. *Voir la note aux lecteurs.*
2. *Certaines opérations de trésorerie à l'échelon international qui sont déduites des résultats mondiaux consolidés peuvent avoir des répercussions importantes sur les données canadiennes déclarées par des répondants multinationaux.*

Types de revenu par types d'activité

	Proportion de la valeur des services produits au Canada					
	Revenu net d'intérêts			Revenu autre que d'intérêts		
	2002	2003	2002 à 2003	2002	2003	2002 à 2003
	%		var. en point de %	%		var. en point de %
Services bancaires de détail	75,1	73,7	-1,4	24,9	26,3	1,4
Financement des grandes entreprises et des institutions	47,2	43,2	-4,0	52,8	56,8	4,0
Services financiers électroniques[1]	20,0	20,4	0,4	80,0	79,6	-0,4
Trésorerie et services bancaires d'investissement[2]	18,7	9,9	-8,8	81,3	90,1	8,8
Services fiduciaires	17,0	16,1	-0,9	83,0	83,9	0,9
Total	**57,1**	**54,1**	**-3,0**	**42,9**	**45,9**	**3,0**

1. *Voir la note aux lecteurs.*
2. *Certaines opérations de trésorerie à l'échelon international qui sont déduites des résultats mondiaux consolidés peuvent avoir des répercussions importantes sur les données canadiennes déclarées par des répondants multinationaux.*

■

Autres communiqués

Voyages intérieurs

Deuxième trimestre de 2004

Les voyages effectués au Canada par les résidents canadiens ont enregistré une baisse de 7,5 % au deuxième trimestre de 2004 comparativement au deuxième trimestre de 2003 pour s'établir à 39,7 millions.

Les Canadiens ont entrepris 12 millions de voyages à l'étranger, en hausse de 12 % par rapport à la même période en 2003. Dix millions de ces voyages ont été effectués aux États-Unis, alors que plusieurs Canadiens ont voulu profiter d'un taux de change plus favorable par rapport au dollar américain.

Les voyages effectués par les étrangers au Canada ont augmenté de 5,6 % pour atteindre 10 millions au deuxième trimestre de 2004. L'ensemble des voyages intérieurs représentait 80 % des 49,7 millions de voyages effectués au pays au deuxième trimestre de 2004, comparativement à 82 % au même trimestre de l'année précédente. Les résultats du deuxième trimestre de 2004 pour les voyages intérieurs ont été partiellement influencés par des hausses de coûts (+3,5 %) dans le secteur du transport et par un printemps frais au Canada.

Les voyageurs canadiens ont été moins enclins à effectuer des voyages intra-provinciaux (34,8 millions) au deuxième trimestre de 2004, en baisse de 8,0 % par rapport au deuxième trimestre de 2003. Ces voyages représentaient 87,7 % de tous les voyages intérieurs effectués au deuxième trimestre de 2004.

Lorsque les Canadiens ont voyagé dans leur propre province, ils ont dépensé en moyenne 113 dollars par voyage et parcouru une distance moyenne (aller seulement) de 195 km.

Les voyages intérieurs effectués à des fins personnelles ont légèrement baissé (-0,8 %) au deuxième trimestre de 2004, tandis que les voyages dont le but était de visiter des amis ou des parents (-8,1 %), l'agrément (-9,1 %) ou les affaires ou congrès (-8,4 %) ont grandement baissé par rapport à l'année dernière.

Le nombre total de nuitées passées en voyage au deuxième trimestre de 2004 a baissé pour atteindre 52,9 millions. Cela est attribuable à une baisse du nombre de nuitées passées dans des endroits non-commerciaux (-10,7 %) et dans des établissements commerciaux (-5,3 %).

Des vingt millions de nuitées passées par les voyageurs canadiens dans des établissements commerciaux au Canada, 4,0 millions l'ont été dans des campings ou parcs pour roulottes. Le nombre de nuitées passées dans ce genre d'hébergement a accusé une forte baisse (-17,2 %) au deuxième trimestre de 2004. D'autre part, les Canadiens ont passé 9,7 millions de nuitées dans les hôtels, en hausse de 1,6 % par rapport par rapport à l'an passé. La légère hausse enregistrée dans les dépenses d'hébergement est en partie attribuable à cette augmentation.

Le nombre de voyages incluant une visite au casino a grimpé de 19,4 % comparativement au printemps dernier, pour atteindre 1,4 million suivi par une hausse de 14,2 % des voyages comportant des visites à un zoo, un aquarium ou un jardin botanique, qui ont atteint 1,2 million au deuxième trimestre de 2004.

En juin, le nombre de voyages intérieurs était de 15,5 millions, en baisse de 1,6 % comparativement au même mois de l'année dernière. Des reculs plus prononcés ont été enregistrés en mai (-11,9 %) et en avril (-9,8 %) alors que les Canadiens ont fait respectivement 12,5 millions et 11,7 millions de voyages.

Les dépenses totales pour les voyages intérieurs, qui ont atteint 6,4 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2004, ont reculé de 3,5 % comparativement au même trimestre de 2003. Toutefois, lorsque l'on tient compte de l'inflation, les dépenses ont diminué de 5 % pour s'établir à 5,7 milliards de dollars (en dollars constants de 1997).

Les dépenses d'hébergement (+0,4 %) et de magasinage (+0,5 %) sont les deux seules catégories de dépenses qui ont progressé au deuxième trimestre de 2004. Ces augmentations, combinées aux hausses enregistrées dans les prix des voyages (+2,3 %), ont partiellement annulé les baisses enregistrées dans les autres catégories de dépenses.

Nota : Un voyage intérieur se définit comme tout voyage d'une distance à l'aller d'au moins 80 kilomètres entrepris par un résident canadien vers une destination canadienne. Les données pour les voyages des résidents canadiens à l'étranger ainsi que des étrangers au Canada proviennent de l'Enquête sur les voyages internationaux.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3810.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais

le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lizette Gervais-Simard au (613) 951-1672 (*gervliz@statcan.ca*), Programme de la statistique du tourisme. Télécopieur : (613) 951-2909.

Pour en savoir davantage sur le contexte et la perspective de l'industrie du tourisme, communiquez avec Scott Meis au (613) 954-3909 (*meis.scott@ctc-cct.ca*), Commission canadienne du tourisme. Télécopieur : (613) 954-3826.

Voyages des Canadiens au Canada

	Deuxième trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2003 au deuxième trimestre de 2004
	voyages (en millions)		var. en %
Voyages totaux	**42,9**	**39,7**	**-7,5**
Voyages intra-provinciaux	37,9	34,8	-8,0
Voyages inter-provinciaux	5,0	4,8	-3,4
Voyages d'un même jour	22,0	20,4	-7,3
Voyages avec nuitées	20,9	19,3	-7,7
Visite d'amis ou de parents	15,5	14,2	-8,1
Agrément	15,8	14,4	-9,1
Raison personnelle[1]	6,2	6,1	-0,8
Affaires et congrès	5,4	4,9	-8,4
	nuitées (en millions)		var. en %
Nuitées totales	**58,0**	**52,9**	**-8,9**
Nuitées non-commerciales	36,9	32,9	-10,7
Nuitées commerciales	21,1	20,0	-5,3
	dépenses (en millions de dollars)		var. en %
Dépenses totales	**6 622**	**6 387**	**-3,5**
Transport	2 665	2 463	-7,6
Hébergement	1 059	1 064	0,4
Nourriture et boissons	1 593	1 563	-1,9
Loisirs et divertissements	389	376	-3,1
Autre[2]	916	921	0,5
	dépenses (en millions de dollars de 1997)		var. en %
Dépenses totales	**5 979**	**5 678**	**-5,0**
Transport	2 474	2 224	-10,1
Hébergement	958	982	2,6
Nourriture et boissons	1 379	1 322	-4,2
Loisirs et divertissements	348	334	-4,1
Autre[2]	820	816	-0,5

1. Inclut les voyages non déclarés.
2. Vêtements et autres achats.

■

Les langues au Canada
2001

L'ouvrage *Les langues au Canada : Recensement de 2001* est une mise à jour d'une étude du même titre publiée à la suite des Recensements de 1991 et de 1996. Il vise à brosser un tableau d'ensemble de la situation linguistique au Canada et à examiner comment cette dernière a évolué au cours des cinquante dernières années.

Au travers de ses quelque 160 pages, l'ouvrage présente une analyse sur l'évolution de l'effectif et de la répartition des populations de langues anglaise et française, ainsi que sur la croissance et la diminution des populations de langue non officielle entre 1951 et 2001.

Il porte également sur la progression du nombre de Canadiens qui parlent les deux langues officielles, en plus de traiter du nombre de Canadiens ne parlant ni le français ni l'anglais.

En outre, il contient une synthèse des principaux facteurs qui ont contribué à l'évolution de la situation linguistique au Canada. Le texte et les tableaux ont été adaptés pour tirer parti des statistiques plus complètes du Recensement de 2001.

Cet ouvrage est issu d'une collaboration entre Statistique Canada et Patrimoine canadien.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3901.

Vous pouvez obtenir une copie de la publication *Les langues au Canada : Recensement de 2001* en version PDF ou en version imprimée en communiquant avec Rita Bourgeois au (819) 997-0718, Patrimoine canadien.

Pour des renseignements relatifs au contenu, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Pierre Corbeil au (613) 951-2315 (*jean-pierre.corbeil@statcan.ca*), Division de la démographie. ■

Enquête nationale sur les taux salariaux dans l'industrie de la construction : Ontario

2004

Il est maintenant possible de connaître les données de l'Enquête nationale sur les taux salariaux dans l'industrie de la construction en Ontario.

Les trois professions les mieux rémunérées du secteur de la construction pour lesquelles des données sont disponibles en Ontario sont celles de constructeur d'ascenseurs certifié, dont le taux de salaire le plus souvent payé était de 36,07 $, celui de mécanicien en réfrigération et climatisation certifié (31,33 $) et celui de monteur de réseaux d'extincteurs automatiques (30,15 $).

Les professions les moins bien rémunérées sont celles d'ouvrier chargé de diriger la circulation (14,51 $), de conducteur de tracteurs routiers pour semi-remorques ou remorques (19,32 $) et de conducteur de camions porteurs (19,55 $). Les salaires pour ces professions varient de 7,36 $ à 12,40 $ au-dessus du taux de salaire minimum en vigueur en Ontario.

Les taux de salaires horaires ont été recueillis au printemps 2004 pour les métiers du secteur de la construction en Ontario. Le choix des professions s'est fait en consultation avec les syndicats et les employeurs du secteur de la construction en Ontario. Dans le cas des professions réglementées qui exigent un certificat ou une inscription à un programme d'apprentissage afin de travailler légalement, l'information a été recueillie uniquement pour les travailleurs qui avaient la certification nécessaire.

L'enquête a rejoint les établissements du secteur de la construction qui comptent six salariés ou plus. Ces établissements ont été invités à communiquer les taux de salaires des salariés travaillant à temps plein dans certaines professions et à préciser s'ils étaient syndiqués ou non. Les données ont été recueillies uniquement pour les employés travaillant sur des chantiers de construction institutionnels ou commerciaux.

Cette enquête, réalisée pour le compte de la Direction générale du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada, vise à établir les échelles de justes salaires pour les travailleurs des projets de construction fédéraux. L'enquête est réalisée région par région, en séquence, dans tout le pays, sauf au Québec et au Yukon, où les taux salariaux sont respectivement établis par le gouvernement provincial et territorial. La prochaine édition de l'enquête sera menée en 2005 et couvrira la Colombie-Britannique et le Nunavut.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2935.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Joanne Linekar au (613) 951-2083 (*joanne.linekar@statcan.ca*), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales. Pour obtenir plus de renseignements ou pour d'autres demandes concernant les échelles de justes salaires pour les travailleurs des projets de construction fédéraux à partir des données de cette enquête, communiquez avec Brenda Lester au (819) 953-3183, Direction générale du travail, Ressources humaines et Développement des compétences Canada. ■

Nouveaux produits

Indice des prix des produits agricoles, septembre 2004, vol. 4, nº 9
Numéro au catalogue : 21-007-XIB
(gratuit).

Permis de bâtir, octobre 2004, vol. 48, nº 10
Numéro au catalogue : 64-001-XIF (15 $/156 $).

Exportations par pays, janvier à septembre 2004, vol. 61, nº 3
Numéro au catalogue : 65-003-XMB (67 $/221 $).

Exportations par pays, janvier à septembre 2004, vol. 61, nº 3
Numéro au catalogue : 65-003-XPB (133 $/441 $).

Causes de décès, 2002
Numéro au catalogue : 84-208-XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

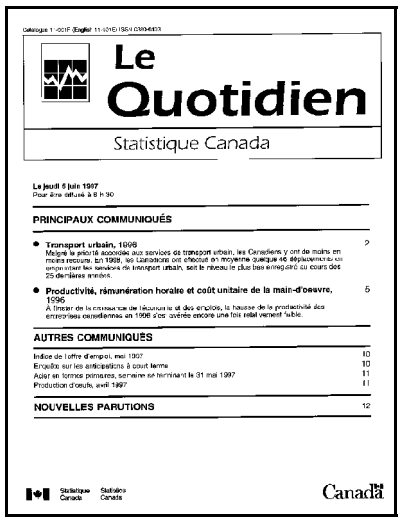
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.